

La Contribution du "M.A.L.G" à la lutte de libération nationale

Dahou OULD KABLIA

(Ex-ministre des collectivités locales)

Messieurs les ministres, messieurs les ambassadeurs, chers frères, chères sœurs, je voudrais à l'intention surtout des invités étrangers, dire que je me suis préalablement excusé auprès des auditeurs pour parler en langue française, afin que ces étrangers puissent aussi connaître l'histoire de notre pays, cette histoire écrite par une structure de la révolution et du Gouvernement Provisoire de la République algérienne: **le M.A.L.G.**

Je pense que mes autres frères auront d'autres occasions de m'entendre ou d'entendre d'autres membres de cette association s'exprimer sur ce même thème en langue nationale.

Ceci dit, j'aimerais, surtout au nom de l'Association et au nom de ses membres présents, remercier très sincèrement la Direction Générale des Archives qui, à l'occasion de la célébration du 47^{ème} anniversaire du déclenchement de la lutte de la libération nationale, a fourni à l'occasion à notre Association de venir dévoiler un pan de notre histoire, certainement le moins connu puisque le M.A.L.G. s'est tenu de longues années durant dans un silence assez prudent, dans un silence peut-être voulu compte tenu de la spécificité de son action et qui avec l'évolution du temps, permet aujourd'hui aux acteurs de cette structure et aux témoins d'apporter leurs témoignages dans le cadre de l'écriture de l'histoire de notre pays.

Une histoire que nous voulions la plus proche possible de la réalité, hors de toute exagération, hors de tout effet de glorification.

Les djounoud et les militants du M.A.L.G. à l'instar des autres militants et autres djounoud de la lutte de libération, ont fait leur devoir et rien que leur devoir.

On me demande de faire un exposé sur le M.A.L.G.

Qu'est-ce que le M.A.L.G. ?

Le M.A.L.G : c'est l'abréviation du Ministère de l'Armement et des Liaisons Générales. Cette appellation ne lui a été donnée qu'au début de l'année 1960, lorsque le C.N.R.A. réunit en décembre 1959 a décidé de fusionner l'ancien Ministère de l'Armement et du

Ravitaillement Général et le Ministère de Liaisons Générales et des Communications Donc à l'origine le 19 septembre 1958, date de la création premier G.P.R.A. notre Ministère s'appelait le Ministère de Liaisons Générales et des Communications.

Je dois dire encore, que cette appellation sans être impropre n'est pas tout à fait correcte parce qu'elle ne regroupe pas l'ensemble des activités de ce ministère qui couvrait des domaines aussi variés que les liaisons, le renseignement, le contre renseignement instruments majeurs de la sécurité, la logistique, les transmissions, le chiffre, la radiodiffusion ainsi que la formation.

Pourquoi donc ces différentes attributions se sont retrouvées associées dans un même ministère ?

La réponse est simple: c'est parce que le responsable de toutes ces attributions c'était le Colonel Abdelhafid Boussouf, que Dieu ait son âme, qui était un des adjoints de Ben M'Hidi au déclenchement de la lutte de libération et qui dès avril 1956 c'est à dire au départ de Larbi Ben M'Hidi a eu à commander la Wilaya 5.

Le déclenchement de la lutte de libération dans l'Ouest du pays en Oranie, qui couvrait une vaste partie du territoire national, à peu près le tiers, (la Wilaya 5 s'appelait à l'époque la zone 5) s'est concrétisé dans des conditions extrêmement difficiles. Il y a ici parmi nous un des autres adjoints de Ben M'Hidi, Si El Hadj Benalla, qui pourra vous le confirmer. Ben M'hidi avait renoncé

volontairement au quota d'armes destiné à cette région et qui était le cinquième (puisque'il y avait 5 zones) des 300 armes qui avait été achetées grâce à l'apport de cette région lors de l'attaque de la poste d'Oran en 1949. L'argent qui avait été pris au cours de cette attaque avait été réservé à l'acquisition, en Libye, d'armes qui ont été cachées dans les Aures. La part de l'Oranie devait être le cinquième de ces 300 armes donc une soixantaine. Si le responsable la Wilaya 5 Ben M'hidi s'est désisté auprès de ses frères des autres régions c'est, il en est intimement persuadé, qu'il pensait recevoir un quota d'armes du Maroc espagnol. Ces armes n'étant pas venues l'insurrection a été déclenchée dans la wilaya 5 avec cinq fusils, deux pistolets, une bombe et quelques grenades, ce qui fait que les objectifs qui ont été, dès le départ, assignés à l'action armée, dans cette région, étaient des objectifs orientés vers la récupération des armes d'où le fait que des brigades de la gendarmerie ont été ciblées dans la région de Mostaganem, des maisons forestières attaquées en particulier à la Mare d'eau et au sud de Tlemcen en dehors de la tentative d'introduction à la caserne d'Eckmul à Oran qui n'a pas réussi.

Elles ont pu apporter ce qu'elles ont pu apporter comme armes mais le fait qu'il a fallu patienter quelques mois avant de reprendre le combat. Il y a eu une certaine je ne dis pas léthargie, mais une certaine pause, en attendant que les armes arrivent.

En mars 1955 c'est l'arrivée du premier bateau d'armes en provenance du moyen orient, le fameux bateau "DYNA" que tout le monde connaît et au sein duquel se trouvait le futur président Boumediène avec quelques-uns de ses camarades. Il s'agissait de 160 tonnes d'armement qui ont été partagées avec l'Armée de Libération marocaine, qui je l'avais souligné précédemment avait promis de fournir les premières armes, ce qu'elle n'a pu faire, engagée elle-même dans l'action contre l'occupant espagnol du Rif.

Cette situation était une situation assez préoccupante dans la mesure où elle était marquée par une absence d'armes effective, une absence de liaisons et un déficit en matière de communication.

Ces données ont poussé Larbi Ben M'Hidi et Abdelhafid Boussouf, une fois les armes obtenues, à réfléchir aux moyens de remettre de l'ordre dans tout cela et d'engager une politique de recrutement et surtout une politique de formation compte tenu de l'apport extrêmement important en moyens humains résultant des grèves des étudiants et des lycéens en mai 1956. En effet à cette période il y a eu un afflux de jeunes qui ont rejoint les rangs du F.L.N. et de l'A.L.N. et c'est à ce moment donc plus précisément au cours de l'été 1956 que Abdelhafid Boussouf, en discutant avec cet ensemble de jeunes recrues s'est fait une idée sur la nécessité, en plus de l'entraînement militaire, de lancer deux premières opérations de formations plus techniques.

- Une formation d'agents opérateurs radio pour les transmissions
- Une formation de cadres politiques et de cadres contrôleurs.

Donc le premier stage qui a été organisé en août 1956 a permis de sélectionner 26 jeunes encadrés par 3 ou 4 djounoud qui avaient une certaine connaissance en matière d'usage des transmissions et qui se sont lancés dans cette première formation. L'engagement dont ont fait preuve ces jeunes leur a permis de se former assez rapidement (un mois environ) et 16 jeunes stagiaires formés à la technique de l'usage de l'alphabet morse ont été envoyés dans les 8 zones qui constituaient la Wilaya 5, à raison de deux opérateurs par zone.

Une deuxième équipe de dépanneurs les a rejoint, faisant le tour de la wilaya pour effectuer les réparations aux appareils endommagés. Il s'agissait d'appareils extrêmement lourds de la première génération et ce n'est que quelques mois plus tard qu'une évolution a été notée, après les acquisitions de matériels plus élaborés à propos desquels je parlais tout à l'heure.

Une deuxième initiative a été prise au niveau de la formation, en ce qui concerne le corps des contrôleurs, pour pouvoir vérifier et s'assurer du bon déroulement de l'activité armée à l'intérieur de la wilaya.

Pour cela Abdelhafid Boussouf avait sélectionné début 1957 une vingtaine de jeunes dont 9 femmes, pour être formés et envoyés en qualité de contrôleurs à l'intérieur du territoire national.

Nous pouvons avec plaisir et honneur citer, parmi cette première promotion de contrôleurs l'actuel président de la république son excellence Abdelaziz Bouteflika de même qu'il y a parmi nous ici, 4 sœurs qui ont fait partie de cette première sélection et de cette première mission.

J'insiste particulièrement sur le volet de la formation car le colonel Boussouf a investi énormément dans la formation.

En juillet 1957 a été créée à Oujda la première Ecole Nationale des Cadres qui a regroupé 70 cadres environ, qui ont été formés pendant une durée de 6 mois, dans les domaines politiques, économique, juridique, administratif.

Le programme de formation de cette Ecole Nationale des Cadres qui était dirigée par le regretté Laaroussi khalifa a fait l'objet d'un livre édité après l'indépendance sous le titre "le manuel du militant algérien".

Le regretté Lieutenant Abdallah Arbaoui, était chargé de la formation militaire, ainsi le M.A.L.G. était composé de cadres de l'A.L.N. de moudjahidine formés militairement et formés également sur le plan politique.

Dans le chapitre de la réorganisation le colonel Boussouf s'est également attaché à créer un service de liaisons, disons de courrier

porté. Il a été un peu l'innovateur en matière de création d'une poste aux armées. D'ailleurs depuis cette date (1956-1957) plus une lettre, plus aucun colis de quelque autorité que ce soit n'était transporté en dehors de ce système de liaison.

Officiel et organisé c'était un courrier diplomatique, un courrier transporté par véhicules de liaison dans les territoires voisins marocain ou tunisien mais qui l'était également par des agents de liaisons qui utilisaient la voie des airs pour aller transporter ce courrier dans les capitales les plus éloignées. C'était la création de ce qu'on appelle communément la valise diplomatique.

La communication quant à elle, a poussé également Abdelhadid Boussouf, fort de l'expérience des premiers spécialistes radio auxquels se sont joints de nouveaux techniciens formés, notamment celui qui devait devenir plus tard le directeur des transmissions, le commandant Omar Tellidji qui était lui, un spécialiste de haut niveau des transmissions, à explorer de nouvelles voies. L'arrivée de ce responsable avec Saddar Moussa ici présent et d'autres frères qui ont été formés au cours de la première promotion, et qui sont devenu des formateurs à leur tour, a permis de constituer de l'embryon de la première radio diffusion algérienne.

Pourquoi une radio ?

Il est évident qu'un système de radio était le moyen le plus pratique et le plus moderne pour diffuser la propagande, la littérature et l'opinion du F.L.N.

Mais Pourquoi une radio nationale ?

Tout simplement parce qu'on ne pouvait s'appuyer indéfiniment sur les radios des pays frères et amis qui connaissaient eux-mêmes un certain nombre de contraintes. Il ne faut pas oublier que dans le courant de l'année 1956 nos frères tunisiens et marocains venaient à peine d'accéder à l'indépendance. Cette l'indépendance n'était pas tout a fait consolidée. Leurs services de radios étaient des services plus ou moins gérés par des techniciens étrangers. Il nous a été difficile d'obtenir plus que quelques heures d'émissions hebdomadaires au niveau de ces deux stations et nous-mêmes nous ne voulions pas causer de problèmes diplomatiques à ces pays frères.

Il est vrai qu'il y avait "Saout El Arab" au Caire, qui était une radio mieux assise et dans un pays lointain, qui n'avait pas de relation particulière avec la France. Celle-là nous permettait des émissions quotidiennes au départ avec les speakers Egyptiens et par la suite difficilement ouverte aux journalistes et speakers algériens.

Lorsque la radio a été créée le 16 décembre 1956, l'encadrement était immédiatement algérien que ce soit au niveau

de l'élaboration de la matière informative ou de la maîtrise des moyens techniques. Je rappelle puisque nous sommes là pour apporter des témoignages que les premiers rédacteurs et journalistes étaient des militants du F.L.N. à l'époque : Cheikh Mimoun, Abdelmadjid Meziane, Belaid Abdeslam, pour ne citer que les plus connus.

Les équipements d'émission n'étaient pas très Puissants (400 watts) mais la voix de l'Algérie se faisait entendre à l'intérieur du pays de manière assez facile au départ, puisqu'il y a eu la contre-offensive de l'administration coloniale qui s'est mise à brouiller fortement cette chaîne. Il fallait donc essayer constamment de changer de fréquence pour échapper à ce brouillage et pouvoir communiquer.

En matière de programmation : il y avait une heure et demi d'émission quotidiennement, sept jours sur sept, et les émissions étaient faites en langue Arabe, en langue française et en langue kabyle.

C'est en juillet 1959 que le ministère a acquis et mis en place avec le concours d'un autre technicien A.Laghouati un émetteur de 5000 watts. qui a pu émettre en ondes courtes et couvrir, en plus du territoire national, les pays du Maghreb et du Moyen Orient. La portée de cette émission fut considérable eu égard au talent de son principal animateur le regretté Aissa Messaoudi.

Sur un autre plan dès la fin 1956 en exécution des décisions du C.C.E. qui avait structuré l'organisation de l'A.L.N., chaque commandant que ce soit le commandant de wilaya ou le commandant de zone ou le commandant de région se devait d'avoir trois adjoints : Un adjoint politique, un adjoint militaire et un adjoint de renseignement-liaisons.

Le colonel Boussof qui avait non seulement la responsabilité de la wilaya 5 mais également la tutelle sur l'ensemble des activités du F. L. N et de l'A.L.N. en base arrière c'est-à-dire pratiquement sur l'ensemble du territoire marocain, avait besoin non pas d'un adjoint R. L mais d'un service de renseignement puissant et d'un service de contre-renseignement également puissant parce que dans le pays frère du Maroc comme plus tard en tunisie l'armée française était encore présente. A Oujda, une division était implantée au camp cazes la vingt-sixième division d'infanterie (26^{ème} D.I.). Il y avait de nombreux agents de la France dans ces pays qui cherchaient à connaître et à percer le secret de notre lutte notamment tenter de contrecarrer l'action de récupération des armes ou l'action de transport des armes ou l'action des réseaux de transmission et d'écoute. Le service de renseignement du M.A.L.G s'est développé assez rapidement. Il était intitulé à l'époque de S.R.L. le service renseignement et liaison s'articulait en plusieurs sections : c'était des sections d'exploitation. Très tôt, ce service a eu à répondre à plusieurs sections: c'était des sections d'exploitation

des renseignements recueillis par les centres d'écoute parce que l'A.L.N avait installé le long de la frontière marocaine un centre puis deux centres d'écoute qui fonctionnaient 24 heures sur 24 et qui étaient à l'écoute de toutes les communications VHF et transmissions radios de l'ennemi que se soient des unités militaires ou des instances administratives telles que les préfectures ou les sous-préfectures, Il y avait là une moisson considérable de renseignements. L'administration coloniale ne soupçonnant pas que l'A.L.N. l'écoutait émettre en clair la plupart du temps. Cette moisson de renseignements devait être exploitée sur le plan militaire puisque les premiers temps quand les unités militaires françaises se communiquaient les coordonnées d'une opération, ils les donnaient en coordonnées Lambert sur la base de leurs cartes d'état-major. Ceci a forcé le S.R.L à se doter en cartes d'état-major et à maîtriser la lecture codifiée de ces cartes en ce qui concerne les aires géographiques d'intervention. A partir des informations contenues dans les messages, on pouvait facilement identifier les endroits où avaient eu lieu des opérations et les endroits où étaient projetées des actions militaires.

En parallèle avec le service de renseignement, activait le service contre renseignement.

Qui s'occupaient du F.L.N Le S.C.R étaient des structures militaires (type 2ème bureau) orientés uniquement vers la connaissance de

l'ennemi dans les domaines militaires, politiques, économiques, diplomatique.

Le service s'est développé en conséquence pour exploiter toutes sortes d'informations et surtout qu'il ne s'agissait pas d'exploiter pour le plaisir d'exploiter mais dans le dessein de les communiquer à nos unités donc les rendre opérationnels.

A côté des services du renseignement et du contre-renseignement qu'il Le service de contre-renseignement s'occupait de protéger la Révolution, protéger aussi bien les hommes que les services. Il y avait comme je l'ai souligné beaucoup de cadres étrangers qui étaient intéressés d'infiltrer et connaître les intentions du F.L.N et de l'A.L.N et c'était le rôle du service de contre-renseignement de contrecarrer leur action. Dans les deux cas de figures que ce soit le SRL ou le SCR ce n'était pas des services de polices, que les choses soient bien claires. Le service de police était un service civil qui était sous la tutelle directe des structures avait créé, Abdelhafid Boussouf avait hérité en octobre après le rapt et l'arrestation de Mohamed Boudiaf, du service de logistique que celui-ci coiffait au Maroc.

Ce service de logistique couvrait les villes de Tetouan, Nador, Tanger, Casablanca, Rabat où il s'agissait de collecter un maximum d'armes auprès des marchands clandestins ou, auprès des unités étrangères installées au Maroc. Il y a eu également beaucoup de récupérations d'armes au sein des bases américaines

du Maroc. En même temps c'était la période où de nombreux algériens qui étaient stationnés dans les unités françaises au Maroc ont rejoint les rangs de l'A.L.N. avec armes et bagages, j'évoquerai entre autres celui que nous venons de perdre tout récemment et que j'ai cité au début de mon intervention, le frère Arbaoui Abdallah qui a rejoint l'A.L.N avec un groupe de 45 éléments rapatriés d'Indochine et qui se trouvaient dans une caserne française de Kenitra. Arbaoui sera utilisé précisément dans le cadre de la formation militaire des éléments du M.A.L.G.

D'où venaient ces éléments du M.A.L.G ?

Les éléments du M.A.L.G le colonel Boussof les choisissait principalement parmi les djounoud qui avaient le niveau requis, en base arrière et à l'intérieur. Un message avait été envoyé au début des années 1958 aux commandants des zones de l'intérieur auxquels il a été demandé d'envoyer tous les cadres qui n'étaient pas suffisamment utilisés dans les unités et qui avaient un niveau susceptible de leur permettre une formation supplémentaire.

En septembre 1957 le colonel Boussof est nommé membre du C.C.E

Les activités qu'il avait organisées au bénéfice de la Wilaya 5, il va donc les étendre à l'échelle nationale puisqu'en tant que membre du C. C. E. il est devenu un responsable national. C'est ce qui a permis en avril 1958 lors de la répartition des missions et des rôles aux membres du C.C.E. (au nombre de 8) à Abdelhafid Boussof

d'être désigné en qualité de responsable des Liaisons Générales et Communications, de même que Krim Belkacem a été désigné responsable de la guerre, Mahmoud Chérif responsable des finances et Lakhdar Ben Tobbel responsable du F.L.N. et de l'intérieur. Quant aux autres membres du C.C.E. chacun avait ses attributions. D'ailleurs, ce sont ces attributions qui ont préfiguré les attributions définitives, lorsque ces mêmes départements seront transformés le 19 septembre 1958 en Gouvernement provisoire. Ce sont à peu-près les mêmes responsabilités qui ont été confiées pratiquement aux mêmes responsables.

Quelle était donc la configuration des services qui ont été intégrés au M.A.L.G ?

C'est les anciens services qui sont devenus des directions au nombre de 5 :

- La direction des transmissions nationales et du chiffre (D.N.T).
- La direction de la documentation et de la recherche qui était chargée donc de la recherche de l'information militaire (D.R.R).
- La direction de la vigilance et du contre renseignement (D.V.C.R).
- La direction des liaisons générales qui comme je l'avais souligné tout à l'heure constituait le réseau de poste aux armées (D.L.G).

- La direction de la logistique qui était chargée de l'acquisition, du stockage, de l'acheminement des armes, des équipements divers et de l'habillement etc. ...

Je vais développer maintenant, si vous le permettez, les rôles de chaque direction :

- **La direction des transmissions :**

Au niveau de la zone Ouest tous les services de wilaya ont été regroupés dans la nouvelle direction nationale. Les transmissions qui avaient pris naissance à l'Ouest avaient déjà dès 1957, c'est-à-dire dès que Abdelhafid Boussouf a été nommé membre du C.C.E., été étendu à l'Est et c'est la cinquième promotion (quatre promotions avaient été formées à l'Ouest) qui a eu lieu précisément à la frontière tunisienne avec l'apport des éléments formateurs de l'Ouest mais avec des candidats opérateurs fournis par les Wilayas 1,2 et 3.

En 1957, pratiquement l'ensemble des wilayas de l'intérieur avait reçu des opérateurs radio, des dépanneurs et des chiffreurs et le service des transmissions couvraient l'ensemble du territoire national de même qu'il couvrait toutes les structures extérieures du F.L.N. que ce soit à Rabat, à Tunis, au Caire ou ailleurs. Il n'est pas superflu de signaler que 13 promotions de chiffreurs, soit près de

900 agents des transmissions ont été formés et affectés de 1956 à 1962. 86 d'entre eux sont tombés au champ d'honneur.

•La Direction de la Documentation et Recherche :

Pour sa part était articulée en trois services :

1- Le service Opérationnel qui était implanté directement aux frontières et qui travaillait en étroite collaboration avec l'A.L.N. pour son usage il était sous l'autorité des commandements militaires de l'Est et de l'Ouest, mais organiquement il relevait toujours de la D.D.R. et du Ministère. C'était donc un service qui était chargé de récolter les renseignements à caractère militaire sur les barrages, sur les ouvrages défensifs qui étaient en train de se réaliser à l'époque, les implantations, les effectifs, la stratégie, la tactique, de même qu'il s'informait également sur les aspects politiques et économiques. Il fournissait la matière informative à la radio algérienne en ce qui concerne les billets politiques et surtout ce qu'on appelait les bulletins de guerre et l'écoute des bulletins de guerre et cela grâce à l'écoute des bulletins de renseignements quotidiens de l'ennemi. En effet les autorités militaires françaises communiquaient quotidiennement d'Alger les renseignements opérationnels de la journée vers le siège de l'autorité supérieure à Paris. C'était l'élément de base qui était écouté et qui nous permettait de faire le rapprochement avec nos propres informations qui nous parvenaient des unités amies.

2- Le deuxième service : c'était le service recherche qui s'occupait de rechercher l'information en profondeur par l'intermédiaire d'un large réseau d'agents et de collaborateurs que ce soit sur le territoire des pays amis, mais toujours en ciblant la France, ou en Europe et en particulier à l'intérieur du territoire français.

3-Le service d'exploitation (S.E.N.) qui a été créé un peu plus tard début 1960 et qui était basé en Libye. C'est la base Didouche près de Tripoli où plus de deux cents cadres toujours de haut niveau s'occupait de collecter, rassembler toutes les informations qui venaient du service de Recherche et du Service Opérationnel et qu'ils étaient chargés d'exploiter, d'en faire des synthèses, des études, des notes au gouvernement, des notes aux différents commandements que ce soit le commandement opérationnel à l'Ouest qui regroupait trois wilayas (4,5 et 6) le commandement opérationnel à l'Est qui regroupait également les trois wilayas de l'Est (wilaya 1, 2,3). Le commandement de l'Ouest était dirigé par Boumedienne et celui de l'Est par Mohammedi Said, le colonel Nacer.

- **La direction de la vigilance et du contre-renseignement :**
- ***La direction des liaisons et celle de la logistique ont déjà été évoquées précédemment.***

Pour en revenir au domaine de la formation toujours en matière de formation, je voudrais insister sur un point pour dire que pour la formation, le colonel Boussouf recherchait la compétence partout où elle se trouvait et on peut être aujourd'hui étonné d'apprendre que ce ministre chargé du renseignement et du contre-renseignement, un ministre chargé d'un ministère secret par excellence et bien ce ministre a utilisé des non-Algériens pour la formation. Il a été le premier à utiliser des étrangers. C'était un risque calculé. Les étrangers ont été utilisés pour la formation dans les transmissions, choisis en particulier parmi le grand nombre de légionnaires qui avaient déserté et rejoint les rangs de l'A.L.N. Abdelhafid Boussouf savait très bien quel avantage il pouvait en tirer et à quel risque également il pouvait s'exposer.

Le jeu en valait la chandelle, il a été exécuté et je ne pense pas qu'on ait eu ou qu'ils aient eu à se tromper, puisque la plupart de ces étrangers ont servi avec beaucoup de dévouement, dans les conditions extrêmement difficiles puisque tous les services vivaient-il ne faut pas l'oublier- dans la clandestinité la plus totale. Ils ont apporté ce qu'ils ont pu apporter et combien même, ils auraient voulu donner, je ne pense pas que les conditions de vie qui étaient les leurs leur permettaient de rentrer en contact, de quelque manière que ce soit, avec des éléments étrangers.

Ce même principe a été appliqué en matière d'armement plus tard, pour la fabrication des armes. Il a été possible de dépasser le stade

de l'acquisition et du transport des armes pour arriver à leur fabrication. Des étrangers ont été approchés, recrutés et utilisés pour la fabrication des armes dès lors qu'ils avaient une compétence technologique avérée et il existe encore aujourd'hui en Algérie quelques-uns de ces étrangers qui sont devenus de vrais algériens et qui vivent dans notre pays.

Toujours dans le chapitre de l'utilisation directe des étrangers à la lutte de libération nationale je n'omettrai pas de souligner le rôle joué par un journaliste allemand Wilfried Muller venu aux frontières en 1957 pour une série de reportages et qui a été convaincu par Abdelhafid Boussouf d'apporter sa contribution par des tracts et des contacts indirects à l'effet d'inviter les légionnaires à désertre et à rejoindre les bases arrières de l'A.L.N. cette opération a été couronnée de succès puisque plusieurs centaines de légionnaires ont pu ainsi fuir l'armée française et rejoindre leurs pays d'origine "Mustapha" Muller est décédé en 1993 à Tamanrasset.

Comment apprécier, aujourd'hui, l'apport du M.A.L.G à l'effort de guerre ?

Et bien, au plan politique, le M.A.L.G. c'était la transmission à l'autorité politique de toutes les données sur la situation politique

générée par la lutte de libération grâce aux analyses, aux études et synthèses réalisées par les cellules du M.A.L.G., chargées du traitement des informations reçues des services opérationnels, et de recherche. Ces cellules étaient également chargées du suivi des actions menées en direction des populations algériennes par l'administration coloniale telle que la loi-Cadre, la politique de la troisième force, les promotions Soustelle et Lacoste, le plan de Constantine etc...et cela permettait au G.P.R.A de définir et de mettre en œuvre une politique de contre-mesures.

Au plan diplomatique, vous avez vu tout à l'heure, au niveau de l'exposition, des documents signés du ministère de l'armement et qui étaient destinés aux services diplomatiques. Là aussi, il y a eu une action spécifique du M.A.L.G. en rapport avec la situation particulière des pays frères qui nous ont permis d'avoir des informations importantes sur les intentions politiques et diplomatiques de l'ennemi, puisqu'ils faisaient la plupart du temps office, je ne dirai pas de médiateurs mais de courroies de transmission de l'information. Donc, toutes les données confidentielles utiles à l'action diplomatique étaient immédiatement fournies à nos organes diplomatiques.

Au plan militaire, le M.A.L.G a contribué à la formation de cadres polyvalents, et en dehors des cadres qui ont été versés dans les services techniques, des cadres militaires ont été envoyés à l'intérieur du territoire national.

Au niveau de la première promotion de l'école nationale des cadres : sur 70 jeunes qui ont été formés, 27 sont rentrés directement à l'intérieur pour renforcer l'encadrement des zones, et sur ce nombre 13 sont tombés au champ d'honneur.

Il faut également souligner, qu'au plan militaire le M.A.L.G. était chargé de la dotation de tous les commandements jusqu'à l'échelon zone de moyens de transmission et de chiffrement.

Le M.A.L.G avait la tutelle générale sur l'intendance militaire pour la fourniture du matériel de transport, d'habillement, du matériel de couchage, des denrées alimentaires pour les djounoud ainsi que pour les réfugiés civils. Cela faisait partie des missions de la direction de la logistique.

Pour ce qui est du rôle de la direction des transmissions nationales, je ne reviendrai pas dessus puisque je l'ai développée dès le début de mon exposé.

Cette direction avait amélioré et modernisé son équipement par l'acquisition d'émetteurs-récepteurs de type ANGR/9 plus légers et plus fiables et disposait d'un maillage de plus en plus important. Les centres d'écoute se sont développés à l'Est et à l'Ouest du pays.

Le Service des transmissions s'est doté d'un service de chiffrement pour protéger et sécuriser ses communications de même qu'il s'est doté d'un service de déchiffrement et de décryptage pour décoder les messages de l'ennemi qui, lorsqu'il s'est aperçu qu'on l'écoutait, s'est mis à coder ses communications.

Je disais que les services du M.A.L.G. transmettaient au commandement militaire de l'A.L.N. ainsi qu'aux commandants de wilaya, toutes les informations à caractère opérationnel puisqu'ils vivaient en symbiose avec eux.

Les éléments du M.A.L.G. vivaient au sein des unités opérationnelles de l'Est et de l'Ouest et ils avaient mis en particulier l'accent sur la connaissance du barrage électrifié qui, au courant de l'armée 1958, était virtuellement achevé avec tous ses dispositifs de défense qui constituaient un véritable obstacle physique mobilisant des moyens humains impressionnants, des champs de mines, et des systèmes de signalisation et d'alarmes redoutables. De plus, dans sa profondeur stratégique d'autres unités spéciales intervenaient dès que nos djounouds réussissaient à défier et traverser le barrage. Il y avait dans ce cas d'espèce, à l'intérieur des barrages et en arrière de ceux-ci, des forces militaires tout à fait disproportionnées par rapport aux moyens de l'A.L.N. puisque si les unités de l'A.L.N. au niveau des frontières se chiffraient en Katibas et en bataillons, l'ennemi sur les barrages et à proximité immédiate de ceux-ci avaient des effectifs qui se chiffraient en divisions.

A l'Ouest il y avait deux divisions : La douzième division d'infanterie (12° D.I) à Tlemcen, plus la demi-brigade des fusillés marins à Ghazaouet et la treizième division d'infanterie (13° D.I.) à Saida.

A l'Est il y avait la deuxième division motorisée (2°D.I.M.) à Annaba, la onzième division d'infanterie (11° D. I) à Souk Ahras et la septième division légère blindée (7° D.L.B.) à Tebessa.

Soit 5 divisions, l'équivalent de 100.000 hommes, contre quelques Katibas et quelques bataillons, en plus des avions de combat, des chars, de la surveillance électronique, de la surveillance radar, de la surveillance aérienne sans perdre de vue les champs de mines.

Ces barrages devenus difficilement franchissables pour les unités de l'A.L.N ont poussé si Abdelhafid Boussouf, en tant que responsable d'une structure militaire, il ne faut pas l'oublier, à rechercher des concours extérieurs pour la mise en œuvre de techniques efficaces de franchissement. C'est ainsi que des missions ont été envoyées dès 1960 en Chine, en Union soviétique, en Egypte et en Yougoslavie.

Ce dossier du barrage pourra être développé au cours d'une autre conférence, de manière plus front sud.

Les frères, qui sont ici présents, parmi lesquels Moussa Seddar, en particulier, ont été envoyés à la frontière du Mali pour préparer les dispositions logistiques, afin d'accueillir les unités qui devaient traverser la Grand Sud pour rejoindre le Nord, et acheminer l'armement qu'il était devenu difficile de faire passer à travers les barrages.

Nous arrivons donc en 1960 : c'est la période où le C.N.R.A a décidé de fusionner- comme je l'ai souligné - les deux ministères du M.L.G.C et du M.A.R.G et de confier le tout à Abdelhafid Boussouf.

On peut se poser la question pourquoi ? Et bien tout simplement parce que le ministère de l'armement constitué en 1958 avait hérité lui-même des services logistiques qui étaient installés avant lui aussi bien en Tunisie, en Libye, qu'en Egypte, depuis le début du déclenchement c'est-à-dire depuis 1954, avec déjà au départ Ahmed Ben Bella et Ali Mahsas puis après eux par la suite Amar Ouamrane et Mohamed Cherif et quelques-uns de leurs collaborateurs ici présents: Abderrahmane Benattia, Abdelmadjid Bouzbid, Mustapha Cheloufi, Abderrahmane Benghomrani. Donc tous ces services là avaient convenablement fonctionné pour les acquisitions mais une chose n'avait pas bien fonctionné : il s'agit du transport des armes par voie maritime.

Après l'époque du DINA, l'armée française avait pris conscience du danger que constituait un apport massif d'armement aux unités de l'A.L.N. et c'est pour cela qu'elle allait mobiliser toute sa flotte et ses capacités techniques pour opérer une surveillance extrêmement rigoureuse de la Méditerranée.

Au niveau des sources d'approvisionnement, les services spéciaux français (le S.D.E.CE. et ses démembrements) avaient pu agir auprès des marchands d'armes, le F.L.N. n'étant pas une

organisation reconnue, ses responsables étaient plus ou moins tenus d'utiliser par ce passage obligé que sont les marchands d'armes.

Les marchands d'armes qui avaient vendu dans les premiers temps des armes au F.L.N. se sont mis à collaborer avec le SDECE sous la menace. Nombre d'entre eux ont même été exécutés. Nos amis de la logistique connaissent tous ces points et peuvent vous en parler longuement.

Ce que l'on peut dire c'est que le transport des armes pour la partie Ouest du pays était devenu extrêmement aléatoire. Sur 10 bateaux, 7 ont été arraisonnés entre les années 1957-1959. Tout le monde connaît le plus célèbre d'entre eux l'Altos qui a été suivi plus tard par le Slovenyja, le Lidice, le Granita et d'autres que je ne veux pas citer pour ne pas vous encombrer mais dont nous avons la liste, avec des quantités importantes d'armement et surtout d'explosifs qui étaient indispensables pour la fabrication des bengalores nécessaires à l'ouverture des brèches à l'intérieur des réseaux de barbelées aux frontières.

Le C.N.R.A. a du considérer que la notion de secret n'était pas totalement maîtrisée et qu'avec Abdelhafid Boussof qui avait alors un art consommé du secret, les choses iraient mieux. Abdelhafid Boussof avait en outre un avantage sur ses prédécesseurs : c'est que depuis 1958, le G.P.R.A. avait été constitué. Il avait été reconnu par un grand nombre de pays. Il lui était possible de conclure des contrats non plus avec des

marchands, mais avec des états, et là Il avait beaucoup plus de possibilités donc de maintenir le secret. Les prix étaient plus abordables puisque c'étaient des marchés d'état et non des marchés où la possibilité de choisir les types d'armement et le transport avait également de sérieuses garanties d'être assuré dans de bonnes conditions. Là nos frères du proche Orient : l'Irak, la Syrie, la Jordanie et l'Egypte ont été les premiers fournisseurs en armement, ils ont été suivis par la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, l'union soviétique et surtout la Chine.

La Chine a fourni de grandes quantités de matériels militaires et cela à titre purement gracieux. Cela il faut le souligner et on ne le soulignera jamais assez.

La Chine, c'étaient des bateaux de denrées alimentaires, de riz, de tissus et des armes qui arrivaient à Alexandrie ou dans d'autres ports du Proche Orient à Ben Ghazi et c'était des dons du peuple chinois à la révolution algérienne.

Naturellement lorsque le M.L.G.C. a absorbé le M.A.R.G., Abdelhafid Boussouf a eu besoin d'organiser et de mettre beaucoup d'ordre dans la nouvelle structure. Les archives que vous avez pu examiner tout à l'heure vous auront permis de voir comment il a mis en place des organigrammes, des schémas de fonctionnement et des schémas de gestion.

La première des choses qu'il avait à faire c'était, (les photos exposées en font foi) de commencer par se doter d'un parc convenable où il n'y avait pas de place aux demi-mesures. C'est notamment l'acquisition d'une flotte de véhicules de transport de qualité : des camions "Lancia", des camions "Mercedes", des semi-remorques "Bertoga", des "Unimog", des véhicules légers, et des camions capables de faire la liaison entre les différentes villes que j'ai citées et les zones d'accueil des armes c'est-à-dire la frontière tunisienne, grâce évidemment à l'aimable concours et l'appui constant de nos frères libyens et tunisiens.

Toutes ces armes, arrivaient dans des délais extrêmement rapides vers les unités combattantes. Je dispose de statistiques qui ont été établies à l'époque. Cette flotte a parcouru en deux années 4.450.000 km Elle a transporté plus de 25.000 tonnes d'armement à raison souvent de 5 à 6 voyages par mois.

Toujours dans le domaine de la logistique, le M.A.L.G. s'est organisé en Tunisie pour mettre en œuvre des ateliers de confection. Que ce soit l'habillement, que ce soit les tentes, que ce soit les couvertures tout cela était fabriqué dans les ateliers du M.A.L.G.. Les bengalores étaient fabriqués également en Tunisie.

Au Maroc, c'était une autre initiative : il y avait déjà un embryon d'agents qui étaient formés en matière de réparation des armes. Ils sont passés au stade de la fabrication avec le concours de

beaucoup de jeunes, des ouvriers spécialisés qui ont été envoyés par la fédération de France du F.L.N. vers le Maroc. Ces ouvriers travaillaient dans des usines non pas d'armement mais des entreprises mécaniques ou métallurgiques en France. Ils ont mis rapidement leurs expériences à profit pour fabriquer avec l'aide de professionnels étrangers des mortiers, des obus de mortiers, des pistolets mitrailleurs, des grenades et ce en quantités assez importantes puisque ça se chiffre par dizaines de milliers de pièces.

Ces armes sont-elles entrées en Algérie ?

Cela n'était pas dans les attributions du M.A.L.G. Celui-ci était habilité à ramener les armes aux frontières à l'Etat Major Général qui en avait la disposition et qui avait également la mission de les faire pénétrer à l'intérieur.

Sur un autre plan j'ajouterai qu'en 1960 également, en plus du portefeuille de l'armement qui lui a été confié, Abdelhafid Boussouf a été désigné membre du comité interministériel de la guerre (C.I.G). Il en a été en réalité l'animateur puisque les deux autres membres de ce C.I.G. à savoir Bentobbal avait la charge du portefeuille de l'intérieur, Karim Belkacem avait la charge du portefeuille des affaires étrangères. Boussouf était de fait le coordinateur du C.I.G. et à ce titre, il a eu la tutelle sur la formation des cadres à l'étranger dans des domaines spécifiques,

formation qui a été engagée dès 1958. C'est donc lui qui a pris le relais pour la formation dans les domaines de l'aviation, la marine, les parachutistes, les hommes grenouilles et la police. Là également ce sont des convois de jeunes qui ont été envoyés dans les académies militaires d'Egypte, de Syrie, d'Irak, de Russie et de Chine pour se former c'était un investissement pour l'avenir de toute manière. C'était un autre investissement qui était destiné, au-delà des servitudes conjoncturelles largement assumées, aux besoins de l'Algérie indépendante.

A cette époque le système de formation algérien avait atteint un niveau tel qu'il fut sollicité par des pays amis.

Le service des transmissions a apporté un précieux concours à des pays nouvellement indépendants tels que le Mali et la Guinée de même que dans les camps d'instruction de l'A.L.N. ont été formés la plupart des cadres et combattants des pays qui luttaient pour leur indépendance comme le Mozambique, La Namibie ou l'Afrique du Sud pour ne citer que les plus importants.

Qu'en est-il à présent dans les années 1960 et 1961 de l'activité du M.A.L.G. ?

La situation politique a évolué comme vous devez le savoir depuis la fin 1958. La lutte armée, je ne dis pas qu'elle avait atteint ses

limites, mais qu'elle avait atteint ses objectifs à savoir : étendre la résistance et la lutte sur l'ensemble du territoire, impliquer et faire adhérer l'ensemble des Algériens.

En décembre 1960 les choses ont basculé. Le peuple a pris le relais. Il est descendu dans la rue pour réclamer l'indépendance, le combat devenait dès lors politique, il fallait absolument que le M.A.L.G. et en particulier ses services de renseignements s'adaptent à cette nouvelle donnée qui était la lutte politique. Il fallait donc sans arrêter évidemment le travail dans le domaine du renseignement militaire, aller vers un renseignement politique de qualité et en cela il faut dire également que grâce à la résistance et à la lutte du peuple Algérien, les gouvernements Français qui se sont succédés en particulier le Général De Gaulle allaient de concessions en concessions jusqu'à sa fameuse déclaration du 16 septembre 1959 par laquelle il reconnaissait aux Algériens le droit à l'autodétermination.

Là, les choses ont pris une autre tournure parce que tout le monde s'est aperçu, que ce soit l'opinion française ou bien les Algériens qui étaient au service de l'administration française, tous ont compris que l'indépendance était inéluctable à partir du moment où le peuple Algérien allait faire usage de son droit à l'autodétermination. Beaucoup de personnes sont venues vers ce F.L.N. triomphant. Il faut reconnaître que Abdelhafid Boussouf, a été de ceux qui ont su tendre la main à ces -je ne dis pas repentis-

mais à ces ralliés de la dernière heure qui se sont rapprochés du F.L.N. Cela a été extrêmement utile parce que le Général De Gaulle tout en sachant qu'il allait céder, ne voulait pas sortir par la porte étroite. Il a lancé de grandes manœuvres politiques en plus des opérations militaires menées à l'intérieur du territoire. Il avait d'abord commencé par parler d'intégration puis de spécificité algérienne, puis d'autonomie, puis d'indépendance par le référendum. Il voulait casser le F.L.N. pour donner l'impression qu'il allait offrir cette indépendance au peuple algérien et non au F.L.N.

Les services de renseignement du M.A.L.G. en exploitant cette situation commençaient à connaître véritablement, à partir des sources les mieux informées et les plus proches du sommet, les intentions politiques du gouvernement français en matière de négociations. Les pourparlers avaient commencé discrètement. Mais on voyait déjà se dessiner les voies de la véritable négociation. Il fallait donc mettre pour le F.L.N. tous les atouts de son côté et utiliser les propres armes de l'adversaire. Je citerai un exemple : lorsque le Général De Gaulle a dit qu'il voulait négocier, avec les représentants des populations algériennes, son ministre des Affaires Algériennes Louis Joxe a tempéré cela en disant qu'il allait négocier avec toutes les parties concernées, il visait le M.N.A., il visait la troisième force, il visait les pieds noirs. Ce sont les services du M.A.L.G. qui ont fait échouer cette tentative

lorsqu'ils ont pu intervenir et interférer en février 1960 auprès de 12 sénateurs et 13 députés algériens membres du Parlement français pour qu'ils signent une déclaration disant qu'ils considéraient le F.L.N. comme étant le seul représentant du peuple Algérien pour engager des négociations. Voilà donc une arme que le Général De Gaulle pensait utiliser qui a été retournée contre lui. D'autres collaborateurs du pouvoir français ont été utilisés par les services du M.A.L.G. pour la propagande politique et surtout pour transporter des armes, du courrier, de l'argent à l'intérieur du pays.

C'est dans les cars d'un transporteur très connu de l'Ouest, membre du Conseil général de Mostaganem, qu'ont été ramenées des munitions de la France vers l'Algérie.

C'est dans les camions d'un grand industriel algérois également très connu, que des grenades ont été dissimulées et envoyées dans des sacs de bitume de Casablanca à l'intérieur du pays. C'est dans les voitures également de députés Algériens de l'Assemblée Française, que de nombreux courriers, de nombreuses armes ont été envoyés à l'intérieur du pays. Je citerai, par la même occasion, que d'autres collaborateurs de plus haut niveau ont fourni des renseignements extrêmement précieux et précis sur le dossier des négociations. D'ailleurs j'ai été surpris, je dois l'avouer lorsque dernièrement j'ai pu lire sur des documents qui viennent d'être publiés par le Service des archives militaires françaises qu'un ex-secrétaire d'état a rédigé une note personnelle où il reconnaît qu'il a

été pris en charge par un élément qu'il disait du F.L.N. dont il cite le nom mais en fait Khaled Khodja Nacer puisque c'est de lui qu'il s'agit était le représentant du M.A.L.G. à Rome et c'est lui qui avait pris en charge cette personnalité et qu'il l'a mise en contact avec Ahmed Boumendjel et Ahmed Francis pour servir d'intermédiaire auprès du Général De Gaulle.

Nous n'avons pas et nous n'avons jamais cherché à citer tous ceux qui ont collaboré, nous estimons que la page est tournée. Il leur appartient à eux s'ils veulent gagner la reconnaissance du peuple Algérien de se déclarer mais à partir du moment où depuis 1962 ils sont restés de l'autre côté, nous sommes suffisamment fair-play pour ne pas citer les noms de ceux qui ont collaboré avec les services du M.A.L.G.

Je disais donc que le M.A.L.G. est devenu un animateur de l'action politique et le M.A.L.G. a énormément contribué à la préparation des dossiers des négociations.

Effectivement, Chacun sait que dès les premières années de la lutte il y a eu des contacts, entre les deux parties en conflit. Les premiers contacts ont eu lieu entre l'avocat Jacques Verny, et Abane Ramdane à Alger en 1956. D'autres contacts ont eu lieu au Caire par l'intermédiaire de Georges Gorce. Il y eu des contacts à Rome entre Khider et Commin du Parti Socialiste Français mais tout cela c'étaient des contacts qui ne prêtaient pas à conséquence, parce que la position française était une position assez tranchée.

Les responsables français voulaient nous enfermer dans ce qu'ils ont appelé le fameux triptyque cessez -le -feu - élections - négociations.

Ils voulaient que les Algériens arrêtent les combats, que l'on procède à des élections qui désigneraient les représentants du peuple algérien avec lesquels ils négocieraient un statut intermédiaire (type autonomie interne). Cette position était constamment rejetée. De Gaulle l'a également tentée avec sa paix des braves, le drapeau blanc des parlementaires. Ca n'a pas marché non plus. Puis de concessions en concessions de la partie française, nous sommes parvenus à remplacer les contacts par des pourparlers : les premiers pourparlers ont eu lieu à Melun mais là aussi ils ont échoué pour des raisons tactiques et stratégiques que nous développerons un jour, pour aboutir finalement à la médiation des Suisses par le biais d'Olivier Long qui a mis en contact des responsables Algériens et Français en vue d'envisager des négociations sur des bases plus sérieuses. Il y eut donc des premiers entretiens secrets à Evian puis dans d'autres lieux.

Les Choses évoluant positivement les échanges informels qui se faisaient par le biais de ces intermédiaires, furent complétés par des échanges de notes et là le M.A.L.G., qui recevait copie de ces notes, devint maître d'œuvre de la préparation des dossiers de travail détaillés dans tous les domaines administratif, économique, financier, sécuritaire, et notamment militaire.

Chaque thème faisait l'objet d'un échange de notes. Les propositions de la partie française étaient examinées à la base de Tripoli où une cinquantaine de cadres de haut niveau spécialisés activaient à cette fin. C'était un véritable atelier de travail qui était coordonné par Laaroussi Khalifa et Boualem Bessaïeh. De son côté à Tunis le G.P.R.A. avait mis sur pied une cellule de suivi qui était dirigée par Mohamed benyahia, avec la collaboration de Ahmed Boumendjel, Redha Malek, Mohamed Harbi, et Mohamed Bedjaoui. Toutes ces équipes travaillaient sur des dossiers techniques ardues portant autant sur des problèmes de principe que sur des points de détail, des parties d'articles, sur des articles ou sur des projets de déclaration politique.

Le M.A.L.G. a également adjoint à la délégation officielle des experts durant toutes les phases de ces négociations officielles. Ces cadres étaient chargés en plus, de couvrir la sécurité de la délégation et de suivre le volet de la communication et de la liaison avec les membres du G.P.R.A. restés à Tunis.

Voilà donc un peu les grandes lignes de l'action du M.A.L.G. dans les différents domaines qui relevaient de sa compétence.

La composante humaine du M.A.L.G. qu'était-elle ?

Le M.A.L.G. disposait de 1400 à 1500 collaborateurs avec un budget équivalent au 1/4 du budget du G.P.R.A. Quand on sait que pour d'autres ministères leurs effectifs se limitaient à une trentaine ou d'une quarantaine de personnes, on mesure l'importance de la

structure. Abdelhafid Boussouf avait investi non seulement pour apporter un concours immédiat à la lutte de libération mais pour en garantir l'avenir.

Il avait fait des prévisions telles qu'il était en mesure, si la situation l'exigeait de passer à une phase supérieure de lutte. Dans des barrages frontaliers par exemple et vu l'incapacité de les franchir, Abdelhafid Boussouf a envoyé en 1961 une équipe de 8 aviateurs pour se spécialiser dans le transport des armes par hélicoptères. C'est une opération extrêmement pointue dans des conditions difficiles. Il fallait qu'ils opèrent pratiquement dans les mêmes conditions, vol en rase-mottes de nuit sur terrain inconnu non balisé. Cette équipe a été formée. Elle était en place en Mars 1962 au Maroc. Quatre hélicoptères étaient arrivés en pièces détachées au Maroc avec le concours bienveillant de nos frères marocains. Ils étaient disposés dans un endroit où ils devaient être recomposés pour être utilisés dans le transport des armes vers l'intérieur. Cette opération n'a pas été mise en application par le simple fait que le cessez-le-feu était intervenu entre temps le 19 mars 1962.

D'autres voies également ont été étudiées de transport d'armes par des bateaux qui ont contourné la Méditerranée. Deux bateaux chinois sont passés par l'Afrique du sud (Cap de Bonne Espérance). Ils sont remontés vers un port Guinéen d'où les armes ont été transportées jusqu'à la frontière du Mali. Un autre est arrivé

au port de Casablanca où il a débarqué sa précieuse marchandise sans compter également que grâce à nos amis soviétiques, un bateau "le Bulgaria" est arrivé jusqu'au port de Tanger. Il transportait des armes soviétiques. Les services de propagande français ont fait croire qu'il était escorté par des sous-marins, "jamais, ce n'est pas vrai", ça ce sont des histoires, des fantasmes du colonel Jacquin sur lequel on reviendra un jour. J'ouvre ici une parenthèse pour dire que ce Jacquin a dit, dans un de ces livres, qu'il avait dirigé la Wilaya 5 à partir des moyens de transmissions du Colonel Lotfi en taisant sa mort pendant un mois. Il faut savoir que le Colonel Lotfi est mort le 26 Mars 1961 et que le lendemain dans l'Echo d'Alger et la Dépêche de Constantine, sa mort a été annoncée et connue de tout le monde. Par ailleurs le Colonel Lotfi n'avait pas son poste de transmissions avec lui. Ce poste passé par d'autres voies était à Béchar à l'époque. Je ferme la parenthèse.

Conclusion:

Ces personnels du M.A.L.G. qui avaient été formés dans le cadre de la lutte, ont permis néanmoins de faire face aux problèmes de l'après-guerre, un cadeau offert à l'Algérie indépendante, puisqu'au lendemain de l'indépendance, l'Etat algérien indépendant disposait d'aviateurs, de marins, de policiers, d'agents de transmissions qui ont géré leurs départements respectifs, de

manière quasi-totale, les spécialistes du M.A.L.G. ont pris en charge la radio à 100%, la télévision également dans une grande proportion.

Beaucoup de cadre du M.A.L.G. ont été versés au corps diplomatique, d'autres au corps des Walis et à l'armée évidemment. Les services de sécurité militaire ont bénéficié du plus gros lot, je n'ai pas besoin de vous donner les statistiques mais si je dois vous les donner un jour, vous verrez qu'une bonne partie de l'encadrement de l'Algérie indépendante a été fourni grâce à cette formation, je ne dis pas grâce à ces hommes mais grâce aux bénéfices de cette formation et de l'expérience qu'ils ont acquises durant ces cinq années, de 1957 à 1962.

Avant de clore mon intervention je souhaite répondre à une question que beaucoup d'entre vous se posent. Que sont devenues les archives du M.A.L.G. ?

Je réponds d'abord en expliquant ce qu'étaient les archives du M.A.L.G.

Pour ce qui est des **transmissions**: Ce sont les "chronos" de tous les messages expédiés et reçus durant 6 années, au niveau des centres nationaux d'exploitation et de régulation, c'est à dire échangés entre les P.C. de commandement et les responsables de Wilaya et de zones; ensuite les messages à caractère politique des instances du F.L.N. que ce soit le C.C.E., le C.N.R.A., le G.P.R.A. ou les bureaux de liaisons dans les capitales étrangères.

De même les messages captés par les centres d'écoute, les bandes sonores de la radio algérienne.

Enfin les codes et instruments de chiffrement.

En ce qui concerne la **D.D.R** ses archives ce sont : tous les rapports et courriers adressés par les commandements de l'A.L.N. ayant trait à la situation politico-militaire de l'intérieur et des frontières et tous les rapports et notes transmis par les agents et correspondants attirés de l'intérieur et de l'extérieur du pays.

Toutes les documentations et publications ayant trait à la lutte de libération, que ce soit des photos, des journaux, des périodiques et revues spécialisées, des livres, y compris les bandes enregistrées de certaines radio telles que "la voix du bled", "Radio MonteCarlo " et "Radio Luxembourg".

De même toutes les études, notes particulières, rapports et synthèses établis par cette même direction à l'intention de l'autorité supérieure sans oublier les bulletins de renseignements quotidiens et hebdomadaires, les rapports mensuels, et les bilans annuels d'activités.

Il faut y ajouter toutes les cartes et supports graphiques concernant l'implantation de l'armée française, les maquettes des lignes Morice et Challe, le fichier des unités françaises et de leur encadrement.

La D.V.C.R. quant à elle, gérât et tenait à jour le fichier de tous les collaborateurs de l'armée et de l'administration françaises ainsi

que les P.V. d'auditions sur les dossiers sensibles relatifs aux atteintes à la sécurité de la Révolution.

En ce qui concerne **l'armement** la grosse partie des états-navettes comportant réception et mouvement d'armes, de circulations de produits alimentaires, vestimentaires et de couchage, les schémas et plan de fabrication ainsi que les organigrammes et dossiers des personnels.

Les fichiers des djounoud en formation à l'étranger dans **l'aviation, la marine ou la police** faisaient également l'objet de conservation.

Enfin la partie la plus importante, peut-être des archives, concernait les comptes rendus écrits et sonores des débats **C.N.R.A.**, dont le M.A.L.G. assurait le secrétariat permanent comme vous avez pu le constater dans l'organigramme affiché dans l'exposition, les procès verbaux de réunion du G.P.R.A. Cette catégorie d'archives avait été mise évidemment en sécurité à la Base Didouche.

Que sont devenus ces archives ?

La plus grosse partie qui se trouvait à la **Base Didouche** à été transférée de Libye en Algérie début juillet 1962. Douze camions ont été mobilisés pour ce faire.

Les caisses de documents dûment répertoriés ont traversé l'Algérie à la lisière Nord du Sahara, regroupées à la préfecture d'Oran et remises au Bureau Politique du F.L.N. qui les a fait

transférer à Alger au siège de l'exécutif provisoire à Rocher- noir puis à celui du Ministère de la Défense Nationale dès sa mise en place.

Une copie de l'ordre de mission signé Mohamed Khider concernant ce mouvement particulier a été remise ce jour, par mes soins, à la Direction Centrale des Archives.

En second lieu, les archives détenues par le M.A.L.G. à Tunis ont fait l'objet d'une remise par Abdelhafid Boussouf au Colonel Boumédiène par l'intermédiaire du frère Ali Guerraz, ici présent, sous formes de 6 malles métalliques.

En Troisième lieu les archives d'Oujda c'est sous la responsabilité du frère Yazid Zerhouni, responsable de la D.D.R. pour l'Ouest que 60 caisses d'archives ont été remises en juillet 1962 au colonel Othmane responsable de la Wilaya 5, déposées dans une première phase au domicile du colonel Lotfi à Tlemcen puis transférées sur Alger.

A coté des archives, il importe aussi de parler du **Patrimoine** du M.A.L.G..

Ce patrimoine concerne essentiellement les véhicules, les équipements, les machines-outils et les importants stocks d'armement.

L'armement acquis qui se trouvait à l'indépendance au Maroc a été entièrement transféré à l'autorité de la wilaya 5.

L'armement fabriqué et les machines-outils qui ont servi à sa fabrication ont été transportés par bateau de Casablanca vers Alger, sous la responsabilité personnelle du directeur de la logistique Ouest Mansour Boudaoud.

- 5 hélicoptères M.I.14 en pièces détachées recomposés à Meknès et transférés en septembre 1962 sous la responsabilité de l'officier d'aviation Hocine Senoussi, à Alger. Ces hélicoptères ont d'ailleurs participé au premier défilé de l'ANP organisé le 1^{er} novembre 1962.

- L'armement de la direction logistique stocké en Tunisie a été remis à l'E.M.G.

Les armes emmagasinées à Tripoli et Benghazi (Libye), Marsa-Matrouh et Alexandrie (Egypte), Lattaquieh (Syrie) ont été rapatriées partiellement et graduellement vers les ports Algériens par bateaux (Star of Alexandria, Bleden I et II, Ibn Khaldoun) jusqu'en 1965 sous le double contrôle des responsables de l'ANP et d'un ancien cadre de la logistique M.A.L.G. le frère Abderrahmane Benattia.

Le descriptif global peut se résumer ainsi :

- Une grande quantité d'armes lourdes, canons, obusiers, mortiers, mitrailleuses de défense anti-aérienne-fusils mitrailleurs et autres armes légères.

- 7000 tonnes de munitions y compris des obus et des roquettes dont une partie a été remise aux combattants palestiniens, angolais et mozambicains.
- L'armement emmagasiné à Lattaquieh a été remis à l'armée syrienne.
- Enfin il est bon de signaler que 20.000 fusils US. 17 stockés en Egypte ont été "gelés" puis "conservés" par nos "amis" égyptiens au lendemain de la destitution du président Ben Bella.

Voilà chers frères, chères sœurs, les informations globales que je souhaitais donner sur les activités du M.A.L.G et sa contribution à la lutte de Libération Nationale.

L'éclairage particulier que j'ai apporté expressément sur les archives du M.A.L.G. cadre bien, à mon avis, avec la nature de l'institution qui nous accueille aujourd'hui à savoir le Centre National des Archives.

L'intérêt que ce Centre porte à la mission de recherche historique joint aux efforts que nous déploierons, dans le même sens, peuvent ouvrir la voie à des travaux plus complets sur la longue marche de notre révolution.

L'Association que je préside à bon espoir de voir l'autorité qui dispose actuellement des archives du M.A.L.G. opérer le tri nécessaire, classer et mettre rapidement, entre les mains du public

en général et des historiens chercheurs en particulier, les documents qui ne présentent pas un caractère absolu de confidentialité.

En attendant, Il faut savoir que la majorité des membres de l'association et notamment ceux qui ont assumé des responsabilités peuvent apporter, en toutes circonstances, des témoignages et des précisions complémentaires dans les secteurs qu'ils maîtrisent de manière irremplaçable, tant ils demeurent, en l'absence du regretté Abdelhafid Boussouf, la mémoire vivante de cette grande épopée.